

Quand un français régnait à Buenos-Ayres au nom du roi d'Espagne

Article de **RENÉ GUILLEMIN** capitaine de vaisseau, paru dans le numéro 443 (Octobre 1983) de la revue **HISTORIA**

11 août 1806 ! Buenos-Ayres est en liesse ! Les Anglais, après une courte occupation, ont dû capituler, vaincus par la petite armée espagnole, commandée par le capitaine de vaisseau de Liniers.

Qui était le baron Jacques de Liniers ?

Jacques de Liniers, consonance curieuse pour un officier espagnol ! C'était en effet un gentilhomme français, plus précisément poitevin, qui, lassé de sa morne vie de garnison à Carcassonne, avait renoncé à son poste de lieutenant au Royal-Piémont-Cavalerie, s'était engagé comme simple voltigeur dans l'armée espagnole, s'était battu contre les Barbaresques en Afrique, et en avait été récompensé par son admission à l'école espagnole des Gardes-Marine. Il en était sorti en 1776, et avait reçu en 1792 sa nomination au grade de capitaine de vaisseau. Il commandait en 1796 la flottille de Buenos-Ayres, avec pour mission de protéger le cabotage du Rio-de-la-Plata contre les frégates anglaises, qui furent rares jusqu'à la paix d'Amiens, mais la situation changea à la reprise des hostilités en 1805 !



Les Anglais s'emparent de Buenos-Ayres

En 1806, une expédition britannique cingla vers Buenos-Ayres. Les mille quatre cents fantassins et les quatre canons du général Beresford prirent terre le 25 juin en aval de la ville, bousculèrent les milices espagnoles, et, le 28, les Britanniques défilaient, drapeaux déployés, dans les rues de la capitale. Le vice-roi, don Sobremonte, sans les attendre, s'était enfui vers l'ouest « pour réunir une armée de secours », avait-il dit en sautant à cheval.

Toutes les couches de la population restèrent atterrées par ces événements, aussi bien les Noirs que les Indiens, les métis que les Espagnols, soit du « parti espagnol », comprenant les hauts fonctionnaires nommés par Madrid et venant d'Espagne, soit du « parti créole », descendant des conquérants et des premiers colons.

Faute du personnel anglais, les vainqueurs maintinrent les fonctionnaires à leurs postes, en exigeant un serment de fidélité à leur nouveau souverain, le roi George III.

La victoire du capitaine de vaisseau de Liniers

L'acte signé par le gouverneur de la citadelle n'avait pas englobé la flottille dans la reddition. Grâce à cette omission, le baron entra librement en ville et en sortait, en civil par mesure de précaution. Il rencontra secrètement l'ex-président de l'Audiencia, (la chambre des conseillers du vice-roi) qui lui confia la mission d'organiser la reprise de la ville. Sans hésiter, il accepta.

A la tête de six cents fantassins et quatre canons provenant de Montevideo, et de quelques centaines de miliciens, avec l'aide de sa flottille, Liniers débarqua sur la côte sud du golfe. Sitôt en vue de la capitale, il envoya un ultimatum au général Beresford, exigeant une reddition immédiate. « La décision appartient aux armes ! » répondit cet officier avec fierté.

Un premier assaut enleva les arènes, où les occupants avaient rassemblé le butin pris aux Espagnols. L'action se poursuivit par un combat de rues. Les Anglais, disséminés pour défendre les points les plus

importants de la ville, furent débordés et se replièrent sur la citadelle, sous le feu des canons récupérés aux arènes. Le 11 août, le général Beresford se rendait à la merci de son vainqueur. Bilan : mille deux cents prisonniers, mille six cents fusils, deux drapeaux, offerts en ex-voto à l'église Notre-Dame.

Après la victoire

La guerre continuait, et c'eût été mal connaître l'opiniâtreté des Anglais que de ne pas se préparer à les recevoir de nouveau. L'Audiencia, exerçant le pouvoir en l'absence du vice-roi, se mit au travail avec une telle lenteur, discutant longuement sur la commission devant s'occuper de la défense, que la population, excédée, envahit la salle des délibérations, au cri de : « Pas de junte ! Un seul chef, le vainqueur du 11 août. » Pour la première fois sur cette terre espagnole, phénomène inconnu précédemment, le peuple voulait dicter ses volontés au pouvoir légal ! L'Audiencia prit peur et céda.

Mais Liniers, outré dans ses sentiments monarchistes, refusa ! Obéir à la voix du peuple ? Jamais !... Une délégation envoyée à la recherche du vice-roi le rejoignit sur la route de Cordoba à Montevideo, se dirigeant vers cette dernière ville à la tête des miliciens réunis dans la région de Cordoba. Bien que scandalisé par le manque d'énergie de l'Audiencia, mais inquiet par le mouvement populaire qui se dessinait, le vice-roi apposa son sceau sur le document apporté de Buenos-Ayres : le capitaine de vaisseau de Liniers était donc officiellement investi de la responsabilité de la défense. Un courrier royal lui confirma ce titre et l'éleva au grade de contre-amiral ajoutant : « Aucun secours à espérer d'Espagne ! »

L'amiral de Liniers crée une armée

Cinq mois après la victoire, la colonie disposait d'une armée de neuf mille fantassins, de six escadrons de cent lanciers et d'une nombreuse artillerie. Aux « tercios » espagnols s'ajoutèrent des bataillons noirs, indiens et métis. Chaque corps avait élu ses officiers et avait reçu un drapeau, brodé par les Buenos-Ayriennes. Les fusils de divers modèles détenus par la population avaient été réquisitionnés, réparés et distribués à l'infanterie, la vaisselle d'étain, réquisitionnée également, avait fourni des balles. Grâce à des affûts construits sur place, les canons de rempart de la citadelle étaient devenus des canons de campagne. La poudre était venue du Chili à dos d'homme. Des emplacements de batteries, préparés près de la capitale, obligeraient l'ennemi à débarquer loin en amont ou en aval. Des impôts supplémentaires votés par le Cabildo avaient couvert ces dépenses exceptionnelles.

Quand les Anglais revinrent en 1807, la colonie était prête à les recevoir.

Les Anglais reviennent et gagnent une première bataille

Les douze mille combattants du général Whitelocke prirent terre dans la région de Montevideo. Cette ville tomba, malgré la défense, dirigée par le vice-roi en personne, qui prit la fuite, comme devant Buenos-Ayres en 1806 ! Puis Colonia-de-Sacramento fut enlevée à son tour. Traversant le golfe, les Britanniques débarquèrent en aval de Buenos-Ayres. Liniers tenta de les arrêter le long d'un cours d'eau, qui fut franchi grâce à un gué non gardé. Prise à revers, l'armée espagnole se replia en désordre, le commandant en chef s'égara, il n'y avait plus de commandement, la route de Buenos-Ayres semblait ouverte. Mais l'ennemi ne sut pas profiter de cet avantage, laissant à l'amiral le temps de reprendre ses troupes en mains, tandis que, galvanisée par l'alcade don Alzaga, la population organisait la défense de la ville : tranchées, barricades, projectiles divers entassés sur les terrasses, tireurs postés derrière les fenêtres barricadées, etc.

La victoire reste aux Espagnols

Quand les Anglais, sur trois colonnes, convergèrent vers la Plaza Maïor, ce fut un beau massacre ! Deux mille cadavres jalonnaient ce que les Espagnols baptisèrent « les routes de la mort ». L'adversaire accepta les conditions des vainqueurs : contre l'évacuation immédiate de l'armée et de l'escadre, les prisonniers furent rendus. Il ne restait plus un seul Britannique dans la vice-royauté, et Montevideo arborait de nouveau les couleurs espagnoles.

11 août 1806, 6 juillet 1807, deux victoires en moins d'un an ! L'amiral de Liniers avait bien mérité de sa patrie d'adoption !

Honneurs, mais aussi difficultés, après la victoire

Une goélette cingla vers Cadix, portant deux lettres. Le président de l'Audiencia rendit compte de la victoire et de la conduite indigne du vice-roi, dont l'assemblée avait voté la déchéance, tandis que l'alcade, dans la seconde lettre, portait aux nues les talents militaires de l'amiral et souhaitait pour celui-ci « une récompense appropriée ». Il ne fit aucune allusion à son propre rôle dans la bataille, comptant que quelqu'un le ferait pour lui..., ce qui ne fut pas le cas ! Quand un courrier parvint d'Espagne, on sut que le contre-amiral de Liniers avait gagné les épaulettes de vice-amiral, et se voyait confier la haute charge de vice-roi, la déchéance de don Sobremonte ayant eu l'accord de Madrid. De l'alcade, il n'était pas question ! D'où une haine féroce de don Alzaga vis-à-vis du vice-roi !

Conséquence inattendue, la victoire déchira la colonie : celle-ci supportait mal le pouvoir absolu du Conseil des Indes, qui régissait le commerce entre l'Amérique espagnole et l'extérieur. Les colonies ne pouvaient vendre et acheter qu'à leur métropole, et les transports par mer ne pouvaient se faire que sous le seul pavillon espagnol. La vice-royauté venait de prouver par deux fois ce qu'elle était capable de faire sans l'aide de Madrid. Pourquoi rester sous la dépendance du gouvernement espagnol ? La colonie était adulte, pouvait se passer de tutelle ! Le moment n'était-il pas venu de proclamer l'indépendance de la Plata ? Ce raisonnement heurtait de plein fouet le vice-roi, qui, en entrant au service de l'Espagne, avait juré une fidélité inconditionnelle à son souverain !

Les frictions, que le danger extérieur avait calmées, entre Audiencia et Cabildo, donc entre les partis espagnol et créole, refirent leur apparition. Les créoles, en effet, n'avaient pas accès à l'Audiencia, dont les membres étaient nommés par le roi, venaient d'Espagne et percevaient de grasses prébendes, tandis que les membres du Cabildo ne touchaient aucun honoraire et ne participaient pas à la préparation des décisions à soumettre au vice-roi. Et pourtant le parti créole comptait la catégorie la plus active de la population, agriculteurs et commerçants.

Enfin apparut un problème racial quand les Espagnols, imbus de la supériorité de leur race, émirent la prétention de faire dissoudre les unités « de race inférieure », dont les armes pouvaient constituer un danger en cas de trouble, éventualité toujours possible. Le vice-roi refusa toute discussion à ce sujet, tenant à ne rien faire qui put détruire l'excellente cohésion dont son armée avait fait preuve au combat. A ces difficultés allaient s'ajouter celles qui provenaient du « guet-apens de Bayonne » et de ses suites.

Le guet-apens de Bayonne et ses suites

A la suite d'intrigues de palais, le trône de Madrid fut occupé en quelques semaines par Charles IV, par son fils Ferdinand VII, de nouveau par Charles IV, enfin par Joseph, le frère de Napoléon. La dernière abdication, celle de Charles IV, avait été signée à Bayonne, où l'empereur avait attiré les membres de la famille désunie, puis il avait retenu les souverains prisonniers en France, en mai 1808. La première abdication de Charles IV et l'accession de Ferdinand VII au trône furent connues à Buenos-Ayres en juillet 1808, les nouvelles relatives aux événements suivants n'y parvinrent que plus tard.

La délicate mission du marquis de Sassenay

Le marquis de Sassenay était un ancien émigré qui avait connu le vice-roi quand celui-ci était commandant de la flottille de Buenos-Ayres. Aussi fut-il choisi par l'empereur quand il envoya des ambassadeurs extraordinaires, à travers ce royaume « sur lequel le soleil ne se couchait jamais », pour gagner les vices-rois et capitaines-généraux à la cause du nouveau souverain.

Le marquis débarqua sur la côte nord du golfe de la Plata et, après diverses aventures, se présenta au gouverneur de Montevideo, le général Elio, à qui il exposa la situation à Bayonne et à Madrid en mai 1808, en particulier l'accession au trône de Joseph I^{er}, prince Bonaparte. Il devait rencontrer d'urgence le vice-roi et lui remettre ses dépêches.

« Nous préparons activement les fêtes au cours desquelles la population doit prêter serment de fidélité à Ferdinand VII ! répliqua le gouverneur, et nous ignorons tout de ce roi Joseph I^{er} ! Que va faire notre vice-roi, auprès duquel je vais vous faire accompagner. Dans quel embarras allez-vous le mettre ! »

Un messenger prit les devants, qui put mettre l'amiral au courant de ce coup de théâtre avant l'arrivée de l'ambassadeur français, en sorte que, quand celui-ci fut introduit dans la salle d'audience, le marquis trouva son ami d'autrefois entouré de divers représentants de l'Audiencia et du Cabildo : jugeant de la plus haute gravité les nouvelles qu'il connaissait officieusement depuis peu, le vice-roi avait tenu à la présence de ces témoins au moment où il les apprendrait officiellement.

La lecture des dépêches, à haute voix, provoqua un beau tollé ! « De quel droit votre empereur intervient-il dans les affaires intérieures de l'Espagne, et retient-il notre roi prisonnier ? Vous direz à votre souverain que la colonie de la Plata ne connaît que Sa Majesté Ferdinand VII, et ceci jusqu'au jour où il nous déliera lui-même du serment que nous prêterons dans quinze jours ! Si nous avons rejeté la domination

de Londres, ce n'est pas pour tomber sous celle de Paris! » Certains parlaient même de jeter cet ambassadeur importun en prison !

Quand le calme fut revenu, le vice-roi put s'adresser à son visiteur : « Vous voudrez bien aller attendre à Montevideo les dépêches que je vais faire préparer pour votre auguste souverain. Jusqu'au moment de votre départ, vous serez mon hôte dans l'appartement qui va vous être préparé »... Le marquis de Sassenay, bien que traité en invité, était le prisonnier du vice-roi! Au cours de la nuit, il put cependant s'entretenir sans témoin avec le baron : « je regrette l'accueil qui vous a été réservé, mais je ne pouvais agir autrement, car je ne suis pas maître de mes décisions, faute d'une armée suffisante pour les imposer. Vous direz à l'empereur que, personnellement, je me réjouis pour l'Espagne d'avoir pour roi un prince Bonaparte, qui saura mettre de l'ordre dans ce royaume corrompu, mais, dans l'état actuel de la colonie, il m'était impossible de vous donner une réponse favorable. »

La mission du marquis s'achevait par un échec complet! Après deux jours de tempête qui interdirent la traversée du golfe, il prit la mer vers Montevideo.

La révolte gronde à Montevideo

Au moment où le marquis pénétrait dans la citadelle, une goélette mouillait sur rade de Montevideo, amenant de Cadix le général Goyénèche, porteur des dernières nouvelles : deux partis se partageaient l'Espagne, les « Josephistes », partisans du nouveau régime, et les « Fernandistes », ne reconnaissant que Ferdinand VII, « dont l'abdication n'était qu'une conséquence des machinations de la France ». La junte de Séville, exerçant le pouvoir au nom de Ferdinand VII, prisonnier en France, avait déclaré la guerre à la France et ordonné l'incarcération des Français résidant en Espagne ou aux colonies, Aussitôt, le général Elio, dont les sympathies allaient à la junte de Séville, précipita Sassenay dans les cachots de la citadelle !

Fort maladroitement, le vice-roi avait fait afficher en ville une proclamation aux termes ambigus, qui fut estimée de tendance josphiste. S'apercevant tardivement de son erreur, il placarda une deuxième affiche, farouchement fernandiste... Mais c'était trop tard, le mal était fait!

Ne voulant connaître que la première de ces proclamations, le général Elio brandit le pavillon de la révolte et entraîna dans la sédition les habitants et les rares troupes régulières placées sous ses ordres. Le vice-roi le destitua immédiatement et lui nomma un remplaçant, qui, poursuivi par les quolibets de la population, se vit interdire l'accès de Montevideo. Une junte insurrectionnelle y fut organisée, dont le président, le général Elio naturellement, prononça devant la foule une harangue accusant l'amiral de comploter « pour faire reconnaître cet intrus, ce soi-disant roi Joseph, le frère de celui qui a fait massacrer les Madrilènes à la Puerta del Sol ! La haute charge du vice-roi est incompatible avec sa nationalité française ! »

La goélette reprit la route de Cadix, porteuse d'une lettre du général Elio demandant, à la suite de sa première proclamation (mais sans parler de la seconde !) la destitution du baron de Liniers.

La journée du 1^{er} janvier 1809

Ce mouvement insurrectionnel fut l'oeuvre de l'alcade, devenu l'ennemi juré du vice-roi. Des groupes nombreux soudoyés par lui, parcoururent la ville au cri de « A bas le Français de Liniers! Nous voulons une junte! » A ces cris se mêlèrent ceux que poussaient les troupes recrutées dans le parti espagnol, parti qui reprochait à l'amiral de s'appuyer sur les créoles.

Simulant la crainte de voir la situation s'envenimer, l'alcade, sous la protection de cette troupe, fit voter par le Cabildo la création de la junte révolutionnaire demandée, tandis que l'évêque, sympathisant du parti espagnol, intervenait auprès du vice-roi : « Excellence, la situation s'aggrave d'heure en heure. Vous seul pouvez empêcher une effusion de sang en vous démettant de vos pouvoirs entre les mains de l'Audiencia. » Hanté par cette crainte d'une lutte fratricide entre Espagnols, le vice-roi se rangea à l'avis du prélat. Il se rendit discrètement au palais du Cabildo et signa sa démission.

Mais le colonel Saavedra, commandant le régiment dit « des Patricios », à recrutement essentiellement créole, avait été tenu au courant de la marche des événements. Il fit immédiatement prendre les armes à ses hommes, et ces bataillons, précédés par six canons dont les artilleurs marchaient la mèche allumée au poing, suivis par les unités indiennes, noires et métisses, qui avaient rallié spontanément, se rangèrent sur la Plaza Maïor, dans un silence complet, face aux « tercios » espagnols ameutés par l'alcade. Un affrontement semblait inévitable. Le colonel entra dans le palais, seul, au moment où la signature du vice-roi venait d'être apposée au bas de sa démission. Il s'approcha de son idole, et, fort irrespectueusement, le prit par le bras : « Puisque vous allez nous quitter, Excellence, saluez une dernière fois vos sujets et vos soldats ! » Il le poussa vers le balcon : ce ne fut sur toute la place qu'une longue ovation, des cris fusaient de partout : « Vive le vice-roi! » La seule apparition du vainqueur des deux batailles de Buenos-Ayres, qui se montrait rarement

en public, avait suffi à retourner l'opinion ! D'un geste théâtral, le colonel s'empara du document signé par le vice-roi, le déchira et en éparpilla les morceaux dans le vent.

Le calme revint aussitôt, les troupes regagnèrent leurs quartiers et la foule se dispersa. Les conjurés, livrés à la justice, furent déportés dans le sud de la colonie.

Séville envoya d'Espagne un autre vice-roi, don Balthazar Cisneros. Malgré les conseils de l'armée, qui le poussait à la révolte, l'amiral ne fit rien pour s'opposer à cette sanction imméritée. Il estimait avoir « sauvé l'essentiel » en maintenant la vice-royauté dans l'obédience espagnole, sous l'autorité, il est vrai, d'un autre souverain que celui qu'il aurait souhaité, Joseph I^{er}, mais Buenos-Ayres resterait une ville espagnole. Cette satisfaction avait plus de valeur, à ses yeux, que le titre de comte de Buenos-Ayres et la confortable pension dont Séville le gratifia.

Malgré les ordres de Séville, qui avait exigé le renvoi en Espagne de son prédécesseur, don Cisneros eut peur que cette mesure ne provoquât des troubles. Aussi autorisa-t-il l'amiral à se retirer où il voudrait. Celui-ci élit domicile à Cordoba, loin de la politique.

L'indépendance

Le nouveau vice-roi connut les mêmes difficultés que son prédécesseur, mais celui-ci avait été servi par une popularité que don Cisneros ne connut jamais.

Le 17 mai 1810, arrivaient d'Espagne de mauvaises nouvelles: toute l'Andalousie était occupée par le maréchal Soult, la junte de Séville s'était installée à Cadix, qu'assiégeait le maréchal Victor. On s'acheminait, semblait-il, vers la victoire du parti Joséphiste, qui ferait passer l'Espagne, donc les colonies, sous l'emprise de Napoléon... La Plata devenant vassale de la France, la colonie ne pouvait l'admettre ! Le 22 mai, l'insurrection éclatait à Buenos-Ayres, exigeant la proclamation de l'indépendance.

Le 25 mai, ce fameux « veinte-cinco de maio », l'assemblée des notables votait la déchéance du dernier vice-roi et son remplacement par une junte de sept membres. La « république Argentine » venait de naître !

Indépendance de fait, elle le fut officiellement en 1816 après la défaite des troupes espagnoles tentant la reconquête de la colonie, défaite infligée par le général Belgrano à Tucuman.

Don Cisneros s'était enfui.

Le « veinte-cinco de maio » fut choisi comme date de la fête nationale de la jeune république, qui fut la première à s'émanciper de toute l'Amérique latine.

La mort héroïque de l'amiral de Liniers

A Buenos-Ayres, le calme ne régnait pas, les passions étaient exacerbées. Le président de la junte, le colonel Saavedra, se souvenant du service qu'il lui avait rendu le 1^{er} janvier 1809, eut l'idée de faire appel à la grande popularité de l'amiral pour stabiliser la situation. Il lui écrivit pour lui proposer de prendre une des sept places prévues au gouvernement, mais se heurta à un refus courtois, mais net, car « ce serait me parjurer que d'accepter un poste offert par celui qui a détruit le pouvoir royal à la Plata ».

Peu après, une autre lettre parvenait à l'ex-vice-roi, émanant de son successeur, qui se cachait à Buenos-Ayres. Elle avait été confiée à un messenger sûr, un certain Lavin, qui devait la remettre à un ecclésiastique de ses amis, le chanoine Funès, résidant à Cordoba. Enfin celui-ci parvint jusqu'au destinataire par l'intermédiaire de Monseigneur Orellana, évêque de Cordoba... mais Lavin ignorait que Funès militait depuis peu dans le parti républicain, dit « patriote » ! De la sorte, Saavedra fut tenu au courant des tractations en cours à Cordoba !

L'amiral sollicité par cette lettre de don Cisneros, accepta avec enthousiasme de prendre la tête d'une expédition militaire pour rétablir le pouvoir royal, avec le concours du gouverneur de Cordoba, du colonel commandant la milice de la province, de l'évêque, et naturellement du chanoine Funès

Quand il apprit les préparatifs de l'amiral, Saavedra, très inquiet fit une nouvelle tentative pour se concilier le vainqueur de Buenos-Ayres... Peine perdue, malgré les menaces: « Votre participation à la contre-révolution pourrait avoir de graves conséquences pour votre famille. »

Bien que le rassemblement des milices ne fût pas achevé (grâce à l'action retardatrice du traître Funès), l'amiral ordonna le départ vers Buenos-Ayres. Funès avait bien travaillé: après une heure de marche, les miliciens refusèrent d'aller plus loin et désertèrent. Plutôt que continuer avec les seuls quarante fidèles restés près de lui, de Liniers leur fixa un rendez-vous au Pérou, où il formerait une nouvelle armée. Lui-même se hâta vers le nord, avec un groupe de six conjurés, sous la conduite d'un guide qui le trahit à son tour. L'avant-garde du régiment que Saavedra avait envoyé à la rencontre des rebelles était en effet sur leurs traces, et, après trois jours de poursuite, les fugitifs, retardés volontairement par leur guide, furent rejoints et faits prisonniers. A l'exception de l'amiral et de son chapelain, Monseigneur Orellana, tous furent fusillés séance tenante. Après ce succès, l'avant-garde rejoignit la partie principale du régiment dont le colonel mit les deux derniers prisonniers sous la surveillance d'une garde de cent hommes, commandée par son second,

le lieutenant-colonel Balcarce, avec ordre de rallier rapidement Buenos-Ayres. Les captifs furent enchaînés, mains derrière le dos.

Ce détachement approchait de Buenos-Ayres quand il rencontra un émissaire du président Saavedra : celui-ci, à titre d'exemple, avait eu l'intention d'organiser un procès à grand fracas, puis craignant des troubles dus à la popularité de l'un des accusés, avait renoncé à ce projet, et dépêché un officier avec ordre de fusiller les deux conjurés sur-le-champ.

La sentence de mort fut lue aux deux condamnés, qui demandèrent et obtinrent un délai de deux heures pour se préparer à comparaître devant Dieu. De Liniers se confessa à l'évêque, ils récitèrent ensemble les prières des morts, puis marchèrent au supplice sans défaillance, affirmant : « Nous mourons fiers de notre fidélité à notre roi et à notre patrie. »

La première salve ne causa que des blessures, l'évêque succomba après la deuxième, il fallut un coup de pistolet tiré par le chef du peloton d'exécution. Pour achever celui qui, par deux fois, avait sauvé Buenos-Ayres.

Les deux dépouilles furent ensevelies dans un village voisin, dans des tombes ne portant que des initiales, et y restèrent jusqu'à 1862. A cette date l'Espagne réclama les cendres de ses deux fidèles serviteurs. Le corps du prélat fut remis à sa famille, tandis que l'amiral repose dans la crypte de la chapelle du Collège de marine de San Fernando près d'autres marins illustres.

La marine espagnole a honoré la mémoire de ce Français, que des événements glorieux transformèrent en vice-roi d'un territoire englobant les actuelles républiques de l'Uruguay, de la république Argentine et d'une partie de la Bolivie, dévoué jusqu'à la mort à son souverain d'adoption, en donnant son nom à un de ses bâtiments de guerre.